

## La Revue du Trombinoscope, novembre 2017

TRIBUNES • Smart cities

### LES DÉFIS DE LA VILLE DITE « INTELLIGENTE »

Jean Pierre SURET

- Sénateur socialiste et républicain du Loiret
- Vice-président de la commission des Lois du Sénat
- Membre de la délégation du Sénat à la prospective



ne concerneraient que les seules villes. C'est l'ensemble des territoires, y compris les territoires ruraux et les territoires structurés par des villes moyennes, qui sont concernés prioritairement par l'opposition aux industries de papier, qui ont joué un rôle sans déléguable dans le développement du phénomène urbain, le numérique doit pouvoir être perçue un facteur de développement - ce qui impose en particulier que l'on mette fin, dans des délais rapides, aux « zones blanches » du numérique qui existent encore dans nombre de territoires.

Cela doit être dit car il ne faudrait pas qu'en concentrant le discours relatif aux considérables potentialités du numérique sur les seules villes, voire les grandes villes, on renforce le sentiment qu'on oublie les habitants des autres territoires qui, de la même manière, ont pu connaître l'innovation et ont multiplié les réponses, de voir celles-ci accompagner une part importante du dynamisme de l'économie et de la « valeur » à leur dérivé.

Enfin, ce serait encore une erreur que de tant valoriser certains aspects des villes en les affectant d'un label d'intelligence: l'intelligence numérique ou de réseaux et de connexions que cela aurait pour conséquence de combiner ou de redoubler les autres aspects urbains dans « l'ancien modèle ». Si ces autres secteurs, ce serait naturellement les banlieues, les banlieues et les quartiers dits « de la politique de la ville ». Or c'est toute la ville qui doit bénéficier de la révolution numérique. Cela-ci peut et doit permettre de développer l'intensité à l'intérieur de l'ensemble d'une aire urbaine plutôt que d'écarter les inégalités en son sein.

On voit là le premier défi qu'induit la notion de « villes intelligentes » ou « villes connectées ». Soit on aggrave la fracture numérique à l'intérieur du monde urbain ou à l'intérieur de l'ensemble des territoires, et c'est un échec. Soit, au contraire, le développement, partout, des réseaux, des connexions, des objets connectés réduit les fractures et permet à chacune et à chacun d'avoir davantage accès à la formation, aux savoirs, à la culture, à la vie démocratique, à la vie sociale - et ce sera une réussite.

D'autres défis doivent également être relevés, et d'abord celui d'une meilleure vie démocratique. Je ne pense pas que l'essor du numérique puisse dispenser des procédures et des institutions de la vie démocratique que nous connaissons bien: élections, concertation d'assemblées élargies, prise de décisions par celles-ci, etc. Mais il est clair que les nouveaux outils qu'apporte la révolution numérique doivent permettre une participation accrue des citoyens aux choix qui sont faits et le développement du dialogue en temps réel entre les citoyens et les élus.

Un autre défi est lié au respect des libertés et aux sécurités nécessaires. Il est clair que l'essor numérique doit être un espace de droits, ce qui suppose qu'on y respecte les droits des personnes, leur intégrité, leur vie privée - en leur assurant. Cela ne va pas de soi et suppose nombre de procédures de contrôle qui doivent, elles aussi, relever de la démocratie. ●

La notion de « ville intelligente » ou de « ville connectée » - soyeux fidèles à la langue française ! - est évidemment trompeuse. Ce n'est pas la ville qui est intelligente, mais celles et ceux qui la construisent, la modifient, l'équipent, y vivent. De même, il n'y a de « villes connectées » que parce que des êtres humains veulent échanger entre eux et s'en donner les moyens.

Ce serait une autre erreur que de considérer que la révolution numérique et la multiplication exponentielle des objets connectés



« c'est toute la ville qui doit bénéficier de la révolution numérique »